



# ACADÉMIE DU GAULLISME

Président Fondateur Jacques DAUER  
Président Jacques MYARD



## LA LETTRE DU 18 JUIN

**Le combat de l'Avenir**



- **CORONAVIRUS :DES MILLIERS DE MORTS,PLUS UN:MAASTRICHT ! JACQUESS MYARD P3**
- **COMME EN 40 ET APRES ? CHRISTINE ALFARGE P4**
- **UN MONDE QUI S'EN VA JEAN-MICHEL NAULOTP7**
- **2020, ANNÉE DES INSTITUTIONS DE LA FRANCOPHONIE ALBERT SALON P8**
- **“NOUS SOMMES EN GUERRE” HENRI FOUQUEREAU P9**
- **LE GAULLISME AUJOURD'HUI XAVIER LOUY P11**
- **RESPONSABILITÉ ET RISQUE SONT DEUX FACETTES..... MARC DUGOIS P14**
- **MUNICIPALES : POURQUOI CACHER DES RÉSULTATS TRÈS.... PAUL KLOBOUKOFF P16**

# CORONAVIRUS : DES MILLIERS DE MORTS, PLUS UN: MAASTRICHT !



Jacques MYARD

**O**n ne le dira jamais assez : les conséquences désastreuses de cette pandémie sont très largement imputables au système géostratégique mis en place depuis des décennies par l'idéologie ultra-libérale de l'OMC, idéologie reprise sans vergogne par l'Union Européenne avec le Traité de Maastricht .

Le Traité de Maastricht a mis en chantier l'Euro mais n'a pas mis en place le seul moyen pour réussir l'Euro, à savoir un budget conséquent pour aider les pays en difficultés du sud de l'Europe.

Ce budget devrait atteindre au moins 17 % du PIB de l'Union Européenne, sur le modèle des Etats-Unis pour assurer la survie de la monnaie unique !

En lieu et place l'Allemagne a préféré imposer des critères de disciplines budgétaires : 3 % de déficit, 60 % de dette par rapport au PIB du pays considéré.

Elle a interdit de surcroît toute aide du système des banques centrales aux Etats ,au nom d'une orthodoxie budgétaire très germanique par crainte de l'inflation galopante ... en mémoire des années d'avant guerre !

En termes réalistes elle a imposé une véritable purge budgétaire à la Grèce, l'Italie , l'Espagne, le Portugal et aussi à la France, pour ne pas payer pour aider ces pays !

Les gouvernements français successifs ont fait avaler la pilule aux Français au nom des engagements conclus par la France et au nom de l'idéologie de l'euro-béatitude : l'Europe , l'Europe.

Les conséquences se sont vite fait sentir :

- baisse drastique des budgets de fonctionnement pour vérifier par exemple l'état des ponts en Italie ,
- baisse de dotations pour les hôpitaux publics : on en voit les résultats aujourd'hui en France,
- délocalisations en masse vers des pays à faibles coûts salariaux d'où une forte dépendance en approvisionnement pour les médicaments et les masques

...

LA SITUATION ACTUELLE N'EST PAS UNE DIVINE SURPRISE MAIS LE RÉSULTAT LOGIQUE ET INELUCTABLE D'UNE ÉCONOMIE ULTRA LIBERALE SANS FRONTIERE, SANS ECLUSES QUI SE RÉVÈLE D'UN COUP UN VÉRITABLE TITANIC.

Le système Maastricht et celui de Schengen qui lui est consubstantiel , ont échoué sous les dures réalités d'une mondialisation " coronarisée " .

Il est urgent que la raison revienne, il est urgent que les Etats reprennent la main sur des multinationales dont le seul objectif est de faire du fric !

Il est urgent que les Etats rejettent la dictature des marchés et retrouvent leur puissance et indépendance monétaire.

A ce titre la relance économique ne passe pas par de nouveaux emprunts levés sur les marchés mais par le retour des avances des Banques Centrales aux Etats pour effectuer les investissements pour financer la croissance économique !

Ces avances seraient contraires au traité de Maastricht ? Oui et peu importe ! On ne conduit pas notre économie avec un traité obsolète, victime d'avoir lié son destin à la mondialisation titanic .

Il est urgent que les gouvernements prennent conscience de leur faute et au nom du principe intangible du droit international

" Clausula Rebus Sic Stantibus " - les traités ne valent qu'au regard de la pérennité des éléments essentiels qui ont permis leur conclusion - en tirent les conséquences et tournent la page de ce traité obsolète ...

Au demeurant, la Commission de Bruxelles présidée par Van Leyden semble commencer par le comprendre ...

La Pentecôte et ses lumières approchent, tout espoir n'est pas perdu ...

JACQUES MYARD

PRESIDENT DU CNR

PRESIDENT DE L'ACADEMIE DU GAULLISME

## COMME EN 40 ET APRES ?

« *Le double défi* »



par Christine ALFARGE

### Juin 1940, le déclin.

**M**ême une grande nation peut vaciller fût-elle la France, la débâcle de 1940 en est l'illustration. Les jours terribles qui précédèrent l'armistice du 22 juin, montrent un pays exangue sombrant au milieu d'un chaos inouï. Le 16 juin, le pays se révéla incapable de supporter le choc de la défaite. Le 10 juillet, à Vichy, la République se saborda, votant les pleins pouvoirs à Pétain. Pour l'essentiel, la classe politique, toutes tendances confondues, ne distinguait pas à cet instant, les véritables enjeux du conflit en cours. A la fin de la III<sup>ème</sup> république, le régime se trouvait à bout de course et beaucoup voulaient une profonde réforme du système politique. La plupart avait choisi la capitulation pensant que Pétain les sauverait, ceux qui depuis longtemps avaient abandonné la nation et le sort de la France. Cette période marque une rupture, non seulement parce que le pays perdait son rang de grande puissance mais aussi parce que les fondements de la nation comme ses valeurs morales, ont été affaiblis.

### L'enjeu du conflit

Le général de Gaulle écrivait dans ses Mémoires de guerre, « *Ce n'est pas tout de*

*reprendre son rang, encore faut-il être capable de le tenir.* » C'est dans cette perception visionnaire qu'il ne cessera d'agir jusqu'à la libération de la France.

Mais au-delà, celui qui avait su tirer quelques années avant les leçons de la Grande guerre sur les capacités militaires de notre pays, sans être écouté à ce moment là, savait que gagner la Seconde guerre ne suffirait pas. Il fallait être victorieux, mais après, comment envisager l'avenir, qu'allait-il se passer face aux attentes de tous ceux qui s'étaient battus pour leur pays dont ils espéraient les moyens d'une vie meilleure ? « *A mes yeux, écrivait le général de Gaulle, il est clair que l'enjeu du conflit c'est, non seulement le sort des nations et des Etats, mais aussi la condition humaine.* »

### Le passé éclaire l'avenir.

Qui peut comprendre son époque à part celui qui connaît de quoi le passé l'a faite ? Aujourd'hui, c'est dans cet esprit que jeunes générations sont loin d'imaginer combien il a fallu de courage et de persévérance au général de Gaulle pour que la considération de la France en tant que nation soit au cœur des décisions face aux autres Etats.

Pas question pour le chef du gouvernement provisoire de laisser le destin de la France se décider sans elle par les « Trois grands », Angleterre, Etats-Unis, Russie, lors d'une rencontre à Yalta. Il saisira cette occasion exceptionnelle pour montrer aux dirigeants qu'il n'était pas acceptable de compter sans la France, cette mise à l'écart était insupportable pour le général de Gaulle.

Quel sort serait réservé à la France résistante, meurtrie par autant d'abandons que de trahisons ? Nul doute que sans la clairvoyance du général de Gaulle qui savait que la liberté de notre pays dépendait d'une totale reconnaissance de notre nation, nous n'aurions jamais pu retrouver notre rang en nous hissant parmi les grandes puissances siégeant au Conseil de sécurité des nations-unies.

## L'aspect humain, l'autre défi.

La question sociale tiendra une place primordiale dans la politique du général de Gaulle s'exprimant ainsi : « *Nous nous trouvons dans une période très difficile, où la libération ne nous permet nullement l'aisance mais comporte, au contraire le maintien de sévères restrictions et exige de grands efforts de travail et d'organisation en même temps que de discipline.* »

Le Chef de la France libre en appellera encore ainsi « *aux hommes et aux femmes de la résistance, et vous, croisés à la croix de Lorraine ! Vous qui êtes le ferment de la nation dans son combat pour l'honneur et pour la liberté, il vous appartiendra, demain, de l'entraîner vers l'effort et vers la grandeur. C'est alors, et alors seulement, que sera remportée la grande victoire de la France.* »

Aujourd'hui comme hier, l'engagement n'a de sens que par l'action, il montre la valeur des hommes et des femmes de courage dont l'histoire continue d'honorer la mémoire et l'héroïsme pour la liberté. Au cœur de l'abîme,

des hommes et des femmes ont choisi de ne pas baisser les bras, de se battre courageusement, à partir de là, la résistance de l'ombre naîtra avec Jean Moulin certain que le combat n'est jamais vain pour ceux qui servent leur pays dans la solidarité et la fraternité ! Jean Moulin aidera le général de Gaulle à unifier la résistance sur le territoire national au moment le plus difficile pour l'homme du 18 juin 40 et créera le 27 mai 1943, le Conseil national de la résistance auquel le général de Gaulle rendra hommage dans ses Mémoires : « *Un trait essentiel de la résistance française est la volonté de rénovation sociale.* »

Aujourd'hui comme hier, nous sommes unis pour protéger la nation ! Même si nous sommes frappés par l'histoire qui ne se répète pas obligatoirement sous la même forme, c'est un combat perpétuel dans lequel la nation française est une et indivisible !

Nous savons qu'il nous faudra de la détermination à travers le temps pour une nation rassemblée et fraternelle. Il existe bien une histoire nationale française liée à des singularités, sous le mot nation, il y a le peuple, la démocratie, mais on n'a jamais fait d'histoire de France en oubliant le monde.

## La nation doit se rassembler dans un long et puissant effort de rénovation.

La confusion règne, en réalité, qui gouverne ? C'est l'oligarchie dans la France d'aujourd'hui. Il nous faut réfléchir à la nécessité d'inventer un nouveau modèle social permettant notamment l'insertion professionnelle de chacun, protéger notre industrie face à une mondialisation débridée où l'Etat doit jouer un rôle important, l'accès à la santé, au logement et à l'éducation pour les plus démunis.



En effet, la précarité est diffuse, on ne peut pas forcément la considérer en termes de classes, qu'elles soient aussi bien ouvrières, populaires ou moyennes. Il existe un problème structurel auquel le rôle du politique est d'apporter un ensemble de solutions. Geneviève de Gaulle qui fut présidente d'ATD Quart monde, écrivait à ce sujet : « *Comment espérer garantir le droit de tous si on ne se demande pas en permanence ce qu'il advient du plus exclu ?* »

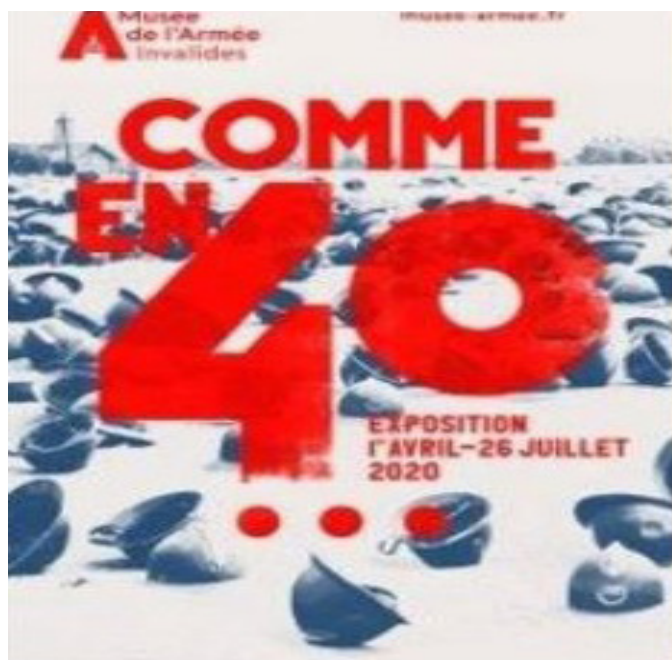
En écrivant ses Mémoires de guerre, le général de Gaulle mesurait avec respect l'effort et le sacrifice de tous les Français : « *La nation voyait les travailleurs reparaître en patriotes en même temps qu'en insurgés, comme ça avait été le cas à l'époque de la Révolution, des journées de 1830, du soulèvement de 1848, des barricades, de la Commune. Mais cette fois, c'est contre l'ennemi qu'ils faisaient grève ou allaient au maquis. Aussi, l'idée que les ouvriers pourraient de nouveau s'écarter de la communauté nationale, était-elle odieuse au pays. Bref, rénover l'économie afin qu'elle serve la collectivité avant de fournir des profits aux intérêts particuliers, et, du même coup, rehausser la condition des*

*classes laborieuses, c'est ce que souhaitait le sentiment général.* » Ce passage nous rappelle avec la même force les mots de Victor Hugo : « *Vous n'avez rien fait tant que le peuple souffre* », il s'adressait ainsi le 9 juillet 1849 devant les députés dans un discours vibrant et fort. Des paroles bouleversantes toujours d'actualité, sans doute parce que l'âme de la résistance française plane toujours, nous murmure que la grandeur de la France s'est bâtie par les solidarités, le courage et la passion pour un pays libre.

*Au reflet de l'âme fidèle et engagée, il n'y a qu'un seul chemin, celui du courage et de l'abnégation ! Il nous faut réinventer chaque jour pour défendre notre pays ! Tant de tristesse, de peur ou de désespérance ne doivent plus exister dans l'esprit de chacun.*

*A travers une espérance commune qui atténue les divergences et rassemble les dévouements, l'enjeu du renouvellement est immense pour notre liberté et notre indépendance. C'est cette ambition partagée de transformation du pays dont dépend notre avenir !*

\*Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullisme.



# Un monde qui s'en va



Jean-Michel NAULOT

L'Histoire a montré comment une petite partie de l'élite a parfois fait basculer le monde vers le précipice. La première moitié du vingtième siècle en comporte de multiples exemples. Avant la Première Guerre mondiale, l'Etat-Major allemand manœuvra pour déclencher les hostilités entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, amorçant ainsi le processus guerrier.

Dans l'entre-deuxguerres, quelques fanatiques de l'étalon-ortentent de maintenir un système économique, autrefois excellent, mais rendu inapplicable par l'ampleur des déséquilibres nés de la guerre et de la crise financière de 1929. Tout au long des années trente, une classe politique dépassée, attachée à la stratégie militaire des fortifications, conduit la France vers la déroutte du printemps 40.

Par contraste avec ces années noires, suivront les Trente Glorieuses, une période au cours de laquelle les dirigeants politiques auront la sagesse de ne pas déclencher le feu nucléaire et donneront la priorité au développement économique sous la conduite d'un Etat-providence protecteur et planificateur. Mais, depuis les années quatre-vingts, un coup d'arrêt a été donné à ce bel élan. Le néolibéralisme a fait son apparition. Sous prétexte d'aller plus loin dans le libéralisme, on a, à coups de serpe, détruit l'ordre mondial.

A intervalles réguliers, de gigantesques bulles financières se sont ainsi développées. Des événements graves sont venus les faire éclater.

Ainsi en est-il de la pandémie actuelle. En dépit des alertes, une élite sourde et aveugle a continué à tirer notre société vers le pire. Mise à mal de l'Etat-providence, argent gratuit, déréglementation financière, mondialisation débridée ont eu pour effet de fragiliser la sphère financière, de creuser les inégalités

sociales à un niveau historique, d'accroître à l'extrême la dépendance entre nations, de délocaliser l'industrie au mépris des salariés et de la planète. Lors de la crise de 2008, tous ces éléments étaient déjà présents. Les dirigeants occidentaux avaient dit : « Plus jamais ça ! ».

Mais, une fois les marchés financiers repartis à la hausse, ils n'ont pas changé de cap. La crise qui vient d'éclater va peut-être, enfin, nous ouvrir les yeux. Le chef de l'Etat français redécouvre l'Etat-providence alors que nos hôpitaux sont au bord de la rupture.

Les banques centrales prennent conscience qu'elles sont assez démunies face à la panique financière. Les dirigeants occidentaux critiquent la face noire de la mondialisation, par exemple la fabrication en Chine de 80% des antibiotiques américains et de 90% de la pénicilline française. Ils nous invitent à « repenser la chaîne de valeur », une élégante expression pour dire qu'il serait temps de relocaliser notre industrie.

Le libéralisme qui dope la croissance, la mondialisation qui permet de maximiser les profits quel qu'en soit le coût social et environnemental, les banques centrales qui font tourner la planche à billets pour séduire les marchés financiers, les créateurs de start-up qui s'enrichissent et font ruisseler les richesses, les rêveurs qui considèrent que la France est une nation sans frontières, tout ceci semble subitement remis en question.

Nous revient en mémoire ce film sublime de Visconti, « Mort à Venise », dans lequel on voit un monde de luxe et d'insouciance qui s'en va avec la progression d'une épidémie de choléra venue d'Asie... Lorsque la crise sanitaire sera surmontée, les dirigeants occidentaux devront écouter les peuples, leur redonner la parole, réformer pour de bon la finance, reconstruire une société qui protège et ne pas craindre de fixer des limites à la mondialisation.

**\* Jean-Michel NAULOT, auteur d' « Eviter l'effondrement », Seuil (2017)**



# 2020, année des institutions de la Francophonie : L'État français va-t-il enfin y porter un réel intérêt ?

Albert Salon.

Le 20 mars journée mondiale de la Francophonie fête le traité de Niamey de 1970. 21 chefs d'État dont M. Pompidou, ont alors créé l'ACCT (Agence de Coopération culturelle et technique), ancêtre de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). L'année 2020 marque son cinquantenaire. Elle verra aussi en octobre à Tunis le XVIII<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'État des 88 pays membres de l'OIF.

L'histoire institutionnelle de l'OIF occulte les vrais créateurs, les militants : l'article joint : « Combats associatifs pour la Francophonie » décrit leur importance. Je ne traite ici que des attitudes contrastées de l'État français. Avant l'époque contemporaine, trois facteurs furent déterminants pour créer et étendre l'espace mondial du français : la littérature ; l'essaimage chrétien, surtout catholique, des missionnaires francophones fournis en grand nombre par la France et la Belgique ; et l'action politique et culturelle propre des rois de France, surtout François 1<sup>er</sup>, et les Louis : XIII avec Richelieu, et XIV\*. La première colonisation : Canada, Inde fit partie du facteur régalien.

Comment les gouvernements récents ont-ils traité cet héritage pluriséculaire ?

La III<sup>ème</sup> République, « radsoc », patriote, très laïque, des « Géographes », et des Clémenceau, Ferry, Combes, puis des Blum, Herriot, fut colonialiste (apogée : l'Exposition coloniale de 1931), mais plus pénétrée de « mission civilisatrice » que les autres impérialistes : européens et états-unien. Jusqu'à continuer à aider au dehors les « œuvres » missionnaires d'enseignement et de soins sur le budget de l'État, voire sur les fonds secrets\*...

La IV<sup>ème</sup> République, aux prises avec les guerres d'Indochine, puis d'Algérie, et face aux « non-alignés » (conférence de Bandoeng, 1955), a pourtant mené une active politique de création d'écoles, centres culturels, alliances françaises, à l'étranger.

La V<sup>ème</sup> présente, en ce domaine, deux phases : expansion, puis lent déclin. Jusqu'en 1974 : expansion forte, sous de Gaulle, puis Pompidou : paix puis coopération avec l'Algérie ; indépendances des colonies africaines, coopération généreuse avec elles, envoi massif de « coopérants » ; visite triomphale de juillet 1967 au Québec, bien suivie ; traité de Niamey en 1970 ; « force de frappe » linguistique et culturelle (« tous azimuts » comme la nucléaire), avec de grands directeurs : Jean Basdevant

puis Pierre Laurent...

1974 marque une césure, symbolisée par la première conférence de presse en partie en anglais de M. Giscard d'Estaing. Tous les présidents qui se sont alors succédé, ont marqué un intérêt moins soutenu pour la Francophonie. Discours restés favorables, mais de plus en plus teintés de « mondialisme » ; lent déclin de la coopération et de la politique culturelle au dehors : crédits et priorité francophone diminuant ; au moins le Président Mitterrand, beaucoup plus enraciné et cultivé que ses successeurs, a-t-il pu contenir mondialisme et « globish », et convoquer, en 1986 à Paris et Versailles, le premier Sommet de la Francophonie, le Québec y devenant « gouvernement participant ».

Entre 1981 et 2017, trois présidents ont, en fait, glissé sur la pente évoquée. M. Hollande a desservi la Francophonie multilatérale et africaine, en forçant l'élection, par le Sommet de 2014, de Mme Michaëlle Jean, gouverneuse du Canada fédéral, pour succéder à l'éminent Président sénégalais Abdou Diouf.

M. Emmanuel Macron glisse sur la même pente... Mais en même temps, il a eu dès 2017, en son couple, le mérite de s'approprier l'ambitieux projet d'Institut de la Francophonie à Villers-Cotterêts, lancé dès 2001 par nos associations ALF et FFI. C'est encourageant et porteur, si la réalisation en cours n'est pas détournée vers un simple musée : « das Museale », étant, écrivait Ernst Jünger, un signe de moindre créativité de notre époque.

Nous ne sommes certes plus aux temps héroïques de 1958 à 1974. Or, la Communauté francophone organisée reste une chance extraordinaire pour la France ; ses gouvernements depuis 1974 ont hélas été incapables de la saisir. Elle reste une « bonne nouvelle » civilisationnelle pour l'humanité, par son immense potentiel d'échanges économiques et de coopération exemplaire pour le développement et, plus encore, de dialogue mondial des cultures. Il faut que nos gouvernements saisissent à nouveau ces chances uniques.

À nos associations de continuer le combat pour cette noble cause méconnue, en attendant des jours meilleurs. Qui viendront...

\*Cf. la thèse de doctorat d'État ès lettres d'A. Salon sur « L'action culturelle de la France dans le monde », Paris, Sorbonne 1981. Albert Salon.





Henri Fouquereau

## “Nous sommes en Guerre”

**L**a dernière déclaration de guerre datait du 3 septembre 1939, aujourd'hui lundi 16 mars 2020, le Président de la République française déclare que les Français (pas la France) est en guerre

et que cessent à partir de demain midi, toutes les réformes que l'Elysée et le Gouvernement avaient mis en mouvement – Or lorsque le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, il existe deux solutions : Soit le Quinquennat s'arrête, soit le Président de la République prend les mesures exigées par les circonstances, après consultation OFFICIELLE du Premier ministre, des Présidents des Assemblées ainsi que du Conseil Constitutionnel. La deuxième option ne semblant pas avoir été actée, officiellement s'entend, nous pourrions penser que le quinquennat est arrêté.

Il est possible que les choses évoluent vers le confinement presque total, alors l'article 16 de la Constitution devra être mis à contribution – Le Chef de l'Etat deviendrait alors Chef de guerre et à ce moment là l'unité nationale devra se réaliser

Le premier tour des municipales a été une erreur, obliger les gens à ne pas se rencontrer et les installer dans un même endroit est un non sens. Gaulliste je suis, rebelle je reste, je n'ai pas voté parce que foncièrement démocrate et m'étant battu toute ma vie pour la démocratie, je ne suis ni naïf ni complice, je ne suis pas allé à Montoire serrer la main du coronavirus afin de supprimer mes voisins; Reporter

la date du 2ème tour au 21 juin est une autre erreur : un peu d'humour pour détendre l'atmosphère : le 21 juin est le jour de la fête des Pères, pas des Maires.

Pour être plus sérieux, QUI peut savoir aujourd'hui quelle place occupera le virus le 21 juin?

Donc à partir de demain midi, les déplacements seront interdits, seuls les déplacements nécessaires seront autorisés : OUI MAIS LESQUELS? Espérons que le Premier ministre et son gouvernement nous donneront des informations ( je vais devoir appeler l'Ambassadeur Nicoullaud pour supprimer notre prochaine émission qui devait traiter de l'Iran)

Dans les mesures annoncées ( normales , obligatoires et bonnes . Mais attendons quelques précisions) **UNE EST IMPORTANTE** : le Gouvernement injectera 300 milliards dans l'économie. Bien, les leçons des crises antérieures portent leurs fruits ; Seulement voilà ! aucun gouvernement de la France n'a jamais possédé une telle somme, rappelons qu'elle est supérieure au montant du budget de l'Etat –**ALORS?** Deux solutions : celle que redoutait le Forum : prendre dans l'épargne des Français (5 000 milliards) très étalés à la vue de tous + Immobilier et le reste

où : la planche à billets ; **SAUF QUE** : Nous ne sommes plus souverains en la matière et à notre connaissance, la BCE ne fabrique que 20 milliards d'euros chaque mois qu'elle prête aux banques centrales des Etats membres de la zone – **ALORS**, soit Madame Lagarde ouvre les vannes pour **TOUS LES ETATS MEMBRES** et ce seront 6 000 milliards qu'il faudra **INVENTER**

,soit nous devons quitter la zone euro, Francfort que nous n'avons jamais aimé et trouver un emploi à Madame Lagarde

Il semblerait d'après ce que nous savons, que Madame Lagarde n'est pas Monsieur Draghi et que l'ouverture de lignes de crédit allant jusque là n'est pas dans son style **ET PEUT ETRE MEME PAS DANS LES CONSIGNES QU'ELLE AURAIT PU RECEVOIR**

Alors, si le Président persiste, c'est la fin de Maastricht, de Lisbonne, de la BCE, donc la fin du machin.

Sacrée pirouette, le Président le plus euro-peiste qui soit, mettant un terme à l'Europe. Il est vrai que les réalités sont plus fortes à terme que les idéologies- Il en est de même pour la globalisation qui ne pourra pas résister au coronavirus, même si ce mondialisme délirant avait déjà pris le chemin des abîmes les plus profonds – L'affaire des médicaments **VITAUX** pour notre santé fabriqués ailleurs a été un déclencheur dont tout pouvoir devra tenir compte : ma money back, **Amérique first OUI MAIS** mais, tout cela ne vaut pas tripette - chez nous, en France il y a plus, il y a l'amour sacré de la Patrie avec tous ces Français disent : **A mon pays je dois la vie, il me devra la liberté , car je me battraï pour lui.**

L'armée de la France au service de la nation, c'est bien, très bien, nous avons déjà vu sur tous les théâtres d'opérations extérieurs, sur lesquels ,nous agissons et même d'autres, nombre de militaires du service de santé, venir secourir au péril de leur vie et sans aucune arme, des populations en détresse. Ce personnel soignant est l'honneur de la France.

Tout le personnel de santé au service des patients **BRAVO** –le Président a trouvé les mots justes. Ce personnel avait pourtant été malmené, qu'il en soit récompensé, avec médailles si le pouvoir le veut, mais surtout financièrement. Rendons à ces gens pouvoir d'achat et les 38 heures.

**Le docteur Petroussenko qui fait sa tournée**

des popottes (établissements de santé et collègues) était en colère à cause du manque de masques de protections **ET DE GANTS**, de matériel de respiration aussi. Le Président a entendu les messages et promis.....Nous croyons toujours en la parole de celui qui représente la France, mais attention au respect de la parole donnée : avant le 21 il peut y avoir un 18 juin.

**NOUS SOMMES EN GUERRE**, d'accord, mais maintenant il faut la mener à son terme et la gagner.

*\*Henri Fouquereau*

*Secrétaire général du Forum Pour la France et du CNR présidé par Jacques Myard*



# LE GAULLISME AUJOURD'HUI



Xavier Louy



**S'**il est de bon ton d'affirmer que le gaullisme est mort avec le Général de Gaulle et qu'il est donc vain de se déclarer gaulliste en 2020. On notera avec amusement que les plus ardents dans ces affirmations sont généralement (sans jeu de mots) les mêmes qui font référence à tout bout de champ au Général et qui professent des leçons de Gaullisme à ceux qui en sont les héritiers légitimes car appartenant à « la grande armée de ceux qui me soutiennent » (discours d'avril 1969)

S'il est vrai que le gaullisme n'a jamais été assimilé à une doctrine, à la différence des grands courants de pensée politique du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> siècles, il constitue néanmoins et demeure, comme l'a clairement défini le Général lui-même, « une structure de pensée, de volonté et d'action ».

Il n'est donc pas inconvenant d'expliquer en quoi cette structure de pensée, de volonté et d'action peut aujourd'hui encore inspirer notre engagement politique et déterminer le meilleur projet pour la France. A nous, les compagnons de cette grande armée, de réaffirmer ce que sont les grands axes de cette structure de pensée et de préciser ce que devrait être leur mise en œuvre dans l'action politique d'aujourd'hui et de demain.

Le fondement même du gaullisme est l'affirmation de la grandeur de la France, à partir de son rôle séculaire dans le concert des nations et de la réalité de sa puissance militaire, culturelle et économique.

Cela impose évidemment que la France reste maîtresse d'elle-même et conserve sa pleine souveraineté dans tous les domaines, à commencer par sa défense, sa diplomatie, sa justice et son économie. .. On doit malheureusement reconnaître que depuis 1969 on a beaucoup lâché dans l'utopie de la constitution d'une nation européenne, encouragé par nos amis américains.

Si le Général de Gaulle a été justement l'un des acteurs majeurs de la construction européenne, il l'a en revanche toujours conçue dans le cadre d'une coopération entre Etats indépendants et souverains, rassemblés autour d'un axe franco-allemand.

Sans parler à sa place, on est en droit de penser qu'ils n'aurait probablement pas accepté la mise en place d'une Cour de Justice Européenne imposant par exemple à la France des syndicats dans son armée. Ni, bien évidemment le projet de constitution d'une défense européenne ou d'un ministère européen des Affaires Etrangères. Il n'est pas certain non plus qu'il ait approuvé une monnaie unique régie par une banque européenne...

Pour autant, vouloir recouvrer son indépendance ne signifie nullement vouloir se replier égoïstement à l'intérieur de ses frontières. D'abord parce que la France est un empire au sens géographique

du terme, en étant la seule nation présente sur 4 continents ; beaucoup l'ignorent mais les journées commencent et terminent sur le sol français : à Wallis et Futuna pour le premier fuseau horaire et en Polynésie pour le dernier ; le territoire économique français, terrestre et maritime, est le cinquième au monde par son importance mais 8% seulement de cet immense territoire se trouve sur le continent européen !

Ensuite parce que la France conserve son influence sur la marche du monde. Elle a toujours vocation à contribuer efficacement à faire régner la paix entre les peuples ; elle est attendue dans ce rôle. Le Général l'avait fort bien défini avant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale dans « Vers l'armée de métier » quand il écrivait ; « confondre l'intérêt permanent de la France avec un grand idéal humain, voilà ce qui serait beau et en même temps profitable.

Cette contribution permanente à la recherche d'une paix universelle n'est d'ailleurs pas incompatible avec le principe de non ingérence et du respect des peuples à disposer d'eux-mêmes, autre constante du gaullisme. On voit bien tout ce que peut signifier et doit signifier pour notre diplomatie. La France a apporté au monde nombre de choses. Cette vocation, conforme à son passé, a toujours été respectée et cela nous oblige.

Respecter la puissance de la France suppose un Etat fort. Cela ne signifie nullement qu'il doit se charger de tout mais qu'il doit en revanche assumer pleinement et efficacement les tâches régaliennes.

On sait en la matière le rôle joué par les institutions de la V<sup>e</sup> République qui donnent au Chef de l'Etat et à son gouvernement les moyens d'agir dans la durée et la possibilité de disposer d'un Parlement à même de légiférer sereinement en s'appuyant sur des majorités stables.

Le pays ne peut avancer et se réformer que si l'ordre est assuré et cela vaut pour son économie. Et l'ordre ne peut régner que si la justice n'a pas la main trop légère lorsqu'il s'agit de protéger les citoyens en ne confondant pas coupable et victimes.

Si l'on conçoit un Etat fort et centralisé, rien n'interdit cependant de s'efforcer de le rapprocher des citoyens par différents processus de déconcentration et de régionalisation, engagés et proposés en son temps par le Général de Gaulle.

Compte tenu des changements en cours, un Etat qui arbitre est une obligation. A cet égard, le rôle des Préfets-commissaires de la République doit évoluer pour s'adapter aux attentes des Français et aux nouvelles voies ouvertes par le progrès rapide des moyens de communication.

Cet Etat fort est en effet indispensable pour contrebalancer les dérives induites par le libéralisme économique et s'auto-riser un rôle de stratège en initiant des programmes ambitieux que le secteur privé n'a pas les moyens d'entreprendre seul. Les Français sont aujourd'hui nostalgiques des grands projets économiques (espace, nucléaire, aéronautique, maritime, télécommunication) qui avaient replacé leur pays dans le peloton de tête des puissances économiques à la fin des années 60. L'absence de nouveaux projets, le manque d'ambition et les dérives socialistes avec l'abandon du commissariat au Plan, la suppression de la Datar et la funeste idée des 35 heures ont malheureusement ruiné en grande partie cet élan.

Le plus grave est que ces dérives n'ont pas fait progresser la justice sociale. Prendre aux plus aisés pour donner à ceux qui le sont moins conduit à appauvrir l'ensemble

; Le Général de Gaulle, dès la création du RPF et dans la continuité de la politique préconisée par Conseil National de la Résistance, avait bien compris que la priorité était dans l'amélioration de la condition ouvrière et salariale. Il a engagé à cet effet une politique visant à organiser le partage équitable de la croissance en fixant pour objectif de faire des salariés des actionnaires de leurs entreprises et de développer dans tous les secteurs d'activité des formules de participation associant chacun aux décisions, conférant ainsi aux salariés et employés un nouveau statut et une nouvelle dignité.

L'encouragement d'une politique familiale s'inscrit aussi naturellement dans cette démarche qui redonne confiance dans l'avenir avec l'espoir raisonnable de pouvoir s'élever rapidement dans l'échelle sociale. On a pas encore mesuré à sa juste valeur ce que signifiait le fait de pouvoir passer de la condition de salarié à celle de salaria-actionnaire, copropriétaire de l'entreprise où l'on travaille et légalement associé aux fruits de la croissance

On dit du gaullisme qu'il cultive « l'esprit de résistance » ce qui est indissociable de cette affirmation du Général de Gaulle pour qui « la seule querelle qui vaille est celle de l'homme » et l'on pourrait ajouter, sans trahir sa pensée ; et celle des nations.

En ce sens notre structure de pensées'inscrit résolument en opposition à ce que l'on peut qualifier de « format type ». César, Staline, Mao, chacun dans leur style et dans leur époque, ont cherché à formater les citoyens et les peuples selon un modèle unique. Les défenseurs d'un fédéralisme européen parfois habités de louables intentionz, poursuivent une mêm quête de formatage type, à coups de norpmes et de pensée unique pour aboutir au « meilleur des mondes » prophétisé par Huxley. La mondialisation économique sauvage, l'immigration non contrôlée, la toute puissance de la finance internationale, l'impérialisme de la langue anglaise, le tout encouragé et accéléré par la révolution numérique, nous conduisent dangereusement vers ce meilleur des mondes où les individus et les nations n'auront plus droit de cité. Jusqu'à la distinction des sexes remise en cause par certain (e)s. Le plus inquiétant étant que cette évolution est soutenue et encouragée par nombre de dirigeants politiques, penseurs, médias et experts de tout poil.

Oui, le gaullisme est l'ilot le résistance à cette politique du « format type » qu'on veut imposer aux peuples partout dans le monde. Mais, à l'évidence, cela dérange et ceux qui s'affirment gaullistes eont au mieux traités de nostalgiques et de rétrogrades et au pire de nationalistes et de populistes !

Il est vrai que nous sommes de moins en moins seuls dans ce sas unique, la rébellion contre le « format type » est de plus en plus prégnante chez de nombreux peuples et notamment en Europe, à l'exemple des Britanniques qui viennent de le prouver de manière éclatante. Et cela doit nous renforcer dans la conviction que la « structure de pensée » préconisée par le Général peut finir par s'imposer.

Reste à définir ce que seraient les grandes actions à mettre en œuvre pour restaurer le dessein gaulliste du 21è siècle. Essayons de nous mettre d'accord sur 10 point majeurs :

1. Recouvrer et affirmer notre souveraineté dans les domaines régaliens : Justice, Défense, Diplomatie, Législation nationale ?
2. Quitter le commandement intégré de l'OTAN
3. Prendre en compte la dimension planétaire de notre pays et développer une ambitieuse politique d'exploitation de notre domaine maritime
4. Mettre en œuvre l'association Capital-Travail en faisant des salariés des actionnaires et de leurs entreprises par une juste redistribution des plus values
5. Rétablir un Commissariat au Plan, instance de concertation, ét une Dlégation à l'Aménagement du Territoire opour proposer au pays des axes de développement et pour offrir aux Français des perpectives mobilisatrices partout où ils vivent.
6. Reonner la priorité à une politique de soutien aux familles
7. Etablir un schéma clair et ambitieux pour nos écoles et nos universités
8. Lancer de grands projets dans les domaines de l'aide au développement, de la Santé, de l'Environnement, de l'Energie et du Numérique, en s'inspirant pour leur muise en œuvre des réussites passées, sans s'interdire des coopérations multilatérales.
9. Adapter le rôle des missions de l'Etat aux profondes transformations engendrées par les nouveaux moyens de communication et de gestion.
10. Redéfinir le cadre et les contours de la solidarité nationale.

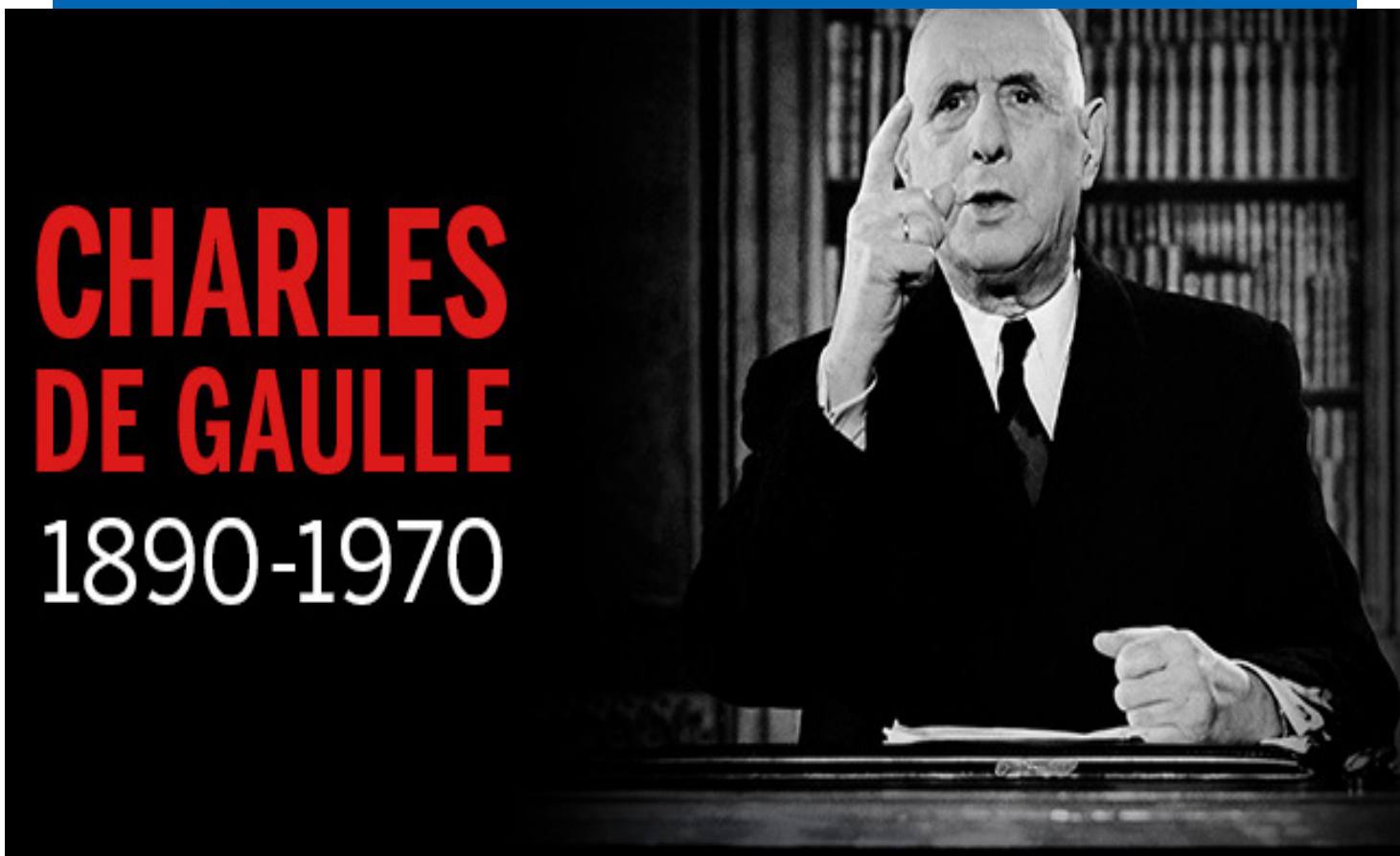
Penser, vouloir, agir, en se mettant au service des Français pour une France Forte et généreuse, C'est le GAULLISME du 21è siècle .

*\*Xavier Louy  
Ancien membre du Cabinet du Premier ministre Jacques Chaban Delmas*



**L'ACADÉMIE DU GAULLISME  
CÉLÈBRE LA MÉMOIRE DU GÉNÉRAL  
DE GAULLE**

**CHARLES  
DE GAULLE**  
1890-1970



**Une année de célébrations et d'hommages**

**2020**

**pour marquer un triple anniversaire :  
les 130 ans de la naissance du Général,  
les 80 ans de l'appel du 18 juin et les 50 ans  
de sa disparition.**

# Responsabilité et risque sont deux facettes d'une même réalité



Marc DUGOIS

**E**n ces temps de surinformation contradictoire, écrire sur le sujet du jour devient dérisoire. Comme à chaque fois que des informations contraires sont plausibles ou même avérées, seul un changement de niveau permet d'avancer dans cette obscure clarté.

De même que la vie et la mort n'existent pas l'une sans l'autre, de même la responsabilité et le risque sont par nature liés. Si la vie et la mort s'excluent l'une l'autre pour exister, la responsabilité et le risque ne cohabitent harmonieusement que si on ne les sépare pas. Par facilité nous aimons pourtant occulter les deux difficultés qui nous bousculent trop par leur évidence : la mort fait partie de la vie et il n'existe pas de responsabilité sans risque ou de risque sans responsable.

Depuis que les Anglo-Saxons dominent le monde avec notre consentement et la complicité de certains, ils tentent, sans aucune chance de succès, d'imposer une organisation sociale fondée sur une double erreur.


La première est la prétendue démocratie qui infantilise en prétendant responsabiliser. La seconde est la fausse monnaie légale, éparpillée et accueillie avec la langue anglaise sur toute la Terre dans l'indifférence générale. Sur ces deux erreurs nous croyons nous être payé une société où les machines font le travail et où les hommes ne sont là que pour jouir, consommer et prolonger leur survie en renonçant à vivre. Consommer et renoncer à vivre pour gagner un peu de survie devient en effet une obligation imposée par une fausse élite qui n'existe que par notre faiblesse à croire possible ce pays de Cocagne dont le bonheur est absent. Nous avons complètement oublié qu'interdire la mise en danger de la survie d'autrui comme nous le faisons chaque jour davantage avec le principe de précaution, c'est interdire de vivre et forcer à

se contenter du plaisir en rendant le bonheur inaccessible.

Pour en arriver à se laisser séduire par ce pays de Cocagne imaginaire, cette utopie impossible, nous nous sommes laissés détourner de la démocratie, nous avons utilisé l'énergie de la fausse monnaie légale et nous avons subi le matriquage irresponsable des médias.

La démocratie est l'organisation sociale où le peuple responsable assume individuellement et collectivement les risques de ses décisions. Son détournement a consisté à faire croire que l'on peut dissocier responsabilité et risque en s'appuyant alternativement, discrètement sur le « principe comptable » qui n'est que l'obligation du réel, et bruyamment sur le « principe de précaution » qui est de sacrifier la vie de tous au profit de la survie de certains.

D'après le principe de précaution il faut infantiliser, d'après le principe comptable il faut responsabiliser. La fausse démocratie fait la danse du ventre pour tenter « en même temps » d'infantiliser et de responsabiliser. Pour cela elle abandonne le peuple pour flatter la foule en sacralisant l'injustifiable « un homme, une voix » qui oublie le trépied de la responsabilité qui est l'indépendance, la connaissance du risque et l'acceptation des conséquences. Seules les opinions fondées sur ces trois critères sont dignes d'intérêt mais ce ne sont pas du tout celles que la démocratie détournée recueille. L'affect de la foule qui n'est ni indépendante, ni consciente de son risque, ni prête à assumer les conséquences de ses actes, donne les lynchages, les pogroms et ce que les médias et les Politiques appellent la démocratie voire la République avec un R majuscule aussi révérencieux qu'inexpliqué.



Nous sommes bien loin de Jean Bodin qui expliquait au XVI<sup>e</sup> siècle dans « Les six livres de la république » que monarchie, aristocratie et démocratie étaient les différentes formes de république, la chose publique en latin. Nous assistons aujourd'hui à des campagnes électorales uniquement émotionnelles nourries par la fausse monnaie.

Entre deux campagnes, le peuple et ses élus se séparent. Le peuple est confronté à la réalité qu'il doit affronter, et les élus sont empêtrés entre assumer leurs promesses électorales la plupart du temps incohérentes et préparer la campagne suivante qui est leur seule chance de conserver la considération de la foule en restant totalement inutiles.

Cette tartufferie généralisée ne serait pas possible sans les médias qui prennent le pouls de la foule et veillent à ce qu'elle ne redevienne surtout pas un peuple. Elle serait aussi impossible sans la fausse monnaie légale qui permet de reporter tous les problèmes. La capacité anesthésiante de la fausse monnaie est fabuleuse et elle recule la prise de conscience en aggravant tous les problèmes, ce qui sépare encore davantage les dirigeants de leurs peuples.

La fausse monnaie légale dispense les Politiques d'affronter l'opposition entre le principe comptable et le principe de précaution. Elle leur permet de se servir de la bêtise de la foule entretenue par les médias pour se moquer du peuple et s'éloigner toujours davantage de la démocratie.

Pour ne prendre que l'exemple caricatural actuel de Macron et de ses affidés, il est sans doute difficile de faire pire. Il fait exactement le contraire de ce qu'ont fait les gouvernants pendant l'épidémie de 1957 qui a fait beaucoup de morts et dont personne ne se souvient tellement cette épidémie a été gérée normalement sans que les Politiques ne se poussent eux-mêmes. C'est la suppression de 20.000 lits d'hôpitaux qui existaient et l'arrêt de l'entretien d'un stock de masques vraiment protecteurs qui existait aussi, le tout aux époques Sarkozy et Hollande, ce dernier conseillé par Macron, qui ont rendu impossible de se protéger

intelligemment de ce nouveau coronavirus comme l'a fait la Corée du sud qui sort de l'épidémie tranquillement et sans enfermer son peuple. Il est vrai à la décharge des Politiques que ces erreurs ont été commises en suivant les injonctions de la Commission de l'Union européenne qui, ne dépendant pas du vote de la foule, peut s'accrocher au principe comptable sans comprendre que ses conseils sont incohérents puisqu'ils s'appuient aussi sur le principe de précaution qui lui est incompatible. Mais comme cette Commission n'est composée que de Politiques la plupart du temps remerciés par leurs électeurs, l'admiration de leurs nombrils leur suffit pour être sûrs de ne pas se tromper.

Macron, fabriqué en apparence par le réalisme du principe comptable, tente de survivre politiquement en s'engouffrant dans le principe de précaution qui n'avait jamais été nulle part décisionnaire devant une épidémie. Il a décidé d'enfermer le peuple et de prendre à sa charge le coût de cet enfermement. « L'État paiera », « quoi qu'il en coûte » a-t-il osé dire en semblant oublier qu'il ne peut payer qu'avec l'argent que son peuple gagne en travaillant. C'est évidemment une promesse d'ivrogne car empêcher les gens de travailler et vouloir tout résoudre avec le fruit de leur travail, démontre un dérèglement mental au moins provisoire. En fait il compte sur la fausse monnaie pour dissimuler à la foule son incompetence et il créera un impôt exceptionnel pour freiner un peu la montée de la dette. Toute sa stratégie empreinte de son humilité coutumière est de vaincre la mort avec de la fausse monnaie et de monopoliser le petit écran pour nous dire combien il est utile et efficace. Sa prétention d'adolescent attardé et content de lui devient difficilement supportable.

Ce virus couronné est venu tout de même heureusement éclairer la nullité de nos fausses élites, leur mesquinerie et leur incapacité à être ce qu'elles voudraient que nous croyions qu'elles soient. Les cloches sonnent et le peuple applaudit les Soignants qui tentent de réparer les bêtises des Politiques qui ne se rendent même pas compte qu'ils devraient au moins se faire tout petit.

# Municipales : pourquoi cacher des résultats très instructifs ?



par Paul KLOBOUKOFF,

## En résumé

**N**ous avons su dès le 15 mars au soir qu'en raison de l'épidémie du Covid-19 la participation au premier tour des élections municipales avait été particulièrement faible, 44,64%. Mais, au 31 mars, on ne nous a encore indiqué ni le nombre des électeurs qui avaient été invités à voter ni celui des suffrages qui avaient été exprimés.

Par contre, aussitôt et dans les quelques jours qui ont suivi les élections, nous avons eu droit à une pluie de résultats décomptés à Paris, qui a fait l'objet de toutes les attentions, à Lyon, à Marseille et dans une quarantaine d'autres villes grandes ou moyennes, comme il est de coutume à la sortie de ce type d'élections.

Puis, très vite, des sites ont offert aux internautes la possibilité d'accéder aux résultats dans chaque commune.

Au fil des jours, sur certains d'entre eux, des totalisations ont été faites et des résultats sont devenus accessibles pour un nombre croissant de villes.

Entretemps, deux jours après le premier tour, la décision a été prise de reporter le second tour en juin, si le coronavirus le permet. Il a fallu attendre une semaine de plus pour apprendre par des médias que sur 47,7 millions d'inscrits, 16,3 Mi seront alors appelés à voter. Parmi les 35 000 communes, seulement 4 800 seront concernées, dont 71% de moins de 3 500 habitants.

De précieuses informations (dont la source est le ministère de l'Intérieur) fournies par la Gazette des communes les 16 et 19 mars ont été complètement ignorées par les autres médias. Pourtant, elles montrent que :

. La participation a été plus faible dans les grandes villes (autour de 37%, en moyenne, dans

celles de plus de 20 000 habitants) que dans les communes peu peuplées (jusqu'à 64,4%, en moyenne, dans celles de moins de 500 h).

. Dans 30 425 communes, des maires ont été élus et une prime a été accordée aux maires sortants. 90% de ceux qui se sont présentés ont été réélus. Au total, 21 445 maires ont été réélus et 8 980 nouveaux maires ont été élus.

. Dans les communes de plus de 3 500 habitants, 2 176 maires ont été élus, dont 1 701 maires sortants réélus et 475 nouveaux maires. Solidement implanté l'ancien monde reprend de la vigueur. Avec 884 maires élus des « nuances » Divers droite et LR, la droite est en tête. La gauche suit, avec 632 maires élus. Ensemble, cela représente 70% des maires élus. Les principales autres tendances, les Divers centre et les Divers, ont eu respectivement 274 et 272 maires élus. Les 114 autres mairies ont été partagées entre 11 nuances pour lesquelles aucun chiffre n'est donné. Parmi ces minoritaires figurent l'UDI, LREM et le Modem. La « majorité » présidentielle enregistre ici un résultat décevant (pour ses membres et ses sympathisants). Le RN fait également partie de ces 11 minoritaires. Divers écolos aussi. N'ayant pas de maires élus, EELV en est absent.

Des résultats par famille politique ont été publiés le 20 mars par La-Croix.com pour l'ensemble des 9 940 communes de plus de 1 000 habitants, où des scrutins de listes ont eu lieu. Ils ont été obtenus par totalisation de données provenant de l'Intérieur et de la plate forme data.gouv.fr.

Sur les 15,736 millions de suffrages exprimés en faveur de 23 nuances différentes, la première place est prise par des élus aux « Nuances non communiquées ».



Ainsi, pour 26% des suffrages, la discrétion sur l'orientation politique de la liste a primé. 74% des suffrages ont été partagés entre 8 « familles » politiques comme suit : Droite 24,24%, Gauche 23,57%, Ecologistes 3,24%, Centre 12,51%, Nuances diverses (Divers 7,06%, Régionalistes et Gilets jaunes) 7,51%, Extrême droite 2,48%, Extrême gauche 0,49%. Comme les précédents, ces résultats montrent : - la résistance du vieux monde de gauche et de droite après les secousses qu'il a connues de 2017 à 2019 ; - la difficulté de percer hors des grandes villes pour les Ecologistes. La vague verte attendue n'a pas été un tsunami au premier tour ; - la difficulté pour le RN à s'étendre loin de ses bastions nordistes et sudistes ; - la modeste performance de LREM et des alliés Modem et UDI qui, ensemble, ne recueillent que 2,4% des suffrages. Ces résultats doivent être interprétés avec prudence, notamment parce que les préfets n'ont pas toujours attribué aux listes les étiquettes politiques (nuances) en toute connaissance de cause. Aussi peut-on penser qu'ils seront « améliorés » lorsque le ministre de l'Intérieur se décidera à publier les résultats « officiels ». S'il attend que le Covid-19 soit terrassé, ces infos peu flatteuses pour son parti tomberont en même temps que « l'Union nationale » cèdera la place au redoublement des mises en cause de la responsabilité de l'exécutif dans la prévention et la gestion de la crise sanitaire. L'été risque d'être chaud en Haut lieu. En attendant l'arrivée massive de protections de l'étranger, la guerre déclarée au virus inconnu se poursuit, à visage découvert pour des combattants des premières lignes, avec l'espoir que la défense passive de la population confinée finira par décourager l'ennemi. Pourvu que la guerre puisse être écourtée et qu'il y ait le moins possible de victimes et de dégâts.

Une mise au point d'abord. Le nombre d'inscrits sur les listes électorales en février 2020 autorisés à participer aux élections municipales est 46,31 millions... et non 47,7 millions, chiffre répété par les médias. On peut le vérifier depuis le 28 février sur [courrierdesmairies.fr](http://courrierdesmairies.fr) (1). En effet, 1,3 million d'électeurs inscrits sur des listes consulaires à l'étranger ne sont pas autorisés à voter aux élections municipales, départementales et régionales.

Le nombre d'inscrits aux municipales de 2014 étant 45,772 Mi, celui de 47,7 Mi en 2020 ne pouvait qu'être « suspect ». On peut espérer que le taux de participation de 44,64% s'applique au nombre correct d'électeurs inscrits, donnant un nombre de participants de 20,67 Mi. Un nombre qu'aucun média n'a donné jusqu'au 28 mars.

## **Des municipales très particulières**

Les élections municipales ont bien eu lieu. Du moins le 1er tour. Dans des conditions déplorables inexcusables. L'exécutif a voulu braver le coronavirus et tenir les élections « quoi qu'il en coûte ». Sans surprise, l'abstention a battu des records à 55,4%, plus forte même qu'au 1er tour des législatives de 2017 où elle avait atteint 51,3%. Cela limite forcément la « légitimité » des élus aux yeux des citoyens regardants. Surtout là où la participation est inférieure à 37%, comme dans de nombreuses villes de plus de 20 000 habitants.

De plus, la composition du corps électoral a été altérée par la défection, en plus des abstentionnistes habituels, de quantité de personnes « vulnérables » (âgées, notamment), inquiètes ou, tout simplement, prudentes. En outre, les élections ont pu apporter leur contribution à la dissémination du virus ainsi qu'à la propagation du sentiment que ce virus était relativement inoffensif et que le confinement n'était pas d'une urgence absolue.

Autre conséquence : l'obligation pour les Autorités de scinder les municipales en deux actes distants de plusieurs mois. Or, les dispositions de la Constitution précisent que les deux tours doivent être séparés d'une semaine et que pour le second tour les listes de candidats doivent être déposées dans les jours qui suivent le premier tour. Le traitement d'un report du second tour n'est pas prévu. Aussi a-t-il fallu improviser. Pas de problème, l'improvisation est un exercice coutumier du pouvoir actuel. Une loi d'urgence sanitaire a été votée stipulant, entre autres, que le second tour aura lieu en juin (si Coronavirus le veut) et que la date en sera fixée fin mai. La date limite du dépôt des listes sera proche de celle du scrutin. Cette dernière disposition, qui dénature un peu plus ces élections, est considérée comme une « magouille » par les partis politiques qui s'y sont opposés.

## **Des dizaines de résultats « très attendus » aussitôt livrés en pâture au grand public**

Depuis le soir du 15 mars, les informations et les commentaires sur les résultats du 1er tour censés intéresser le plus les citoyens, que l'on ne doit pas ignorer, on porté sur une

cinquantaine de villes de France. Elles ont abondé dans les médias. En voici le résumé d'une trentaine dont les chiffres ont été en partie empruntés à l'article du figaro.fr « *Municipales : Paris, Lyon, Marseille... Les résultats du premier tour dans les principaux points chauds* » (2).

A Paris Anne Hidalgo (PS), maire sortante, a obtenu 30,2% des suffrages. Elle est assez confortablement installée devant Rachida Dati. Troisième, Agnès Buzyn (LREM), ministre sortante, a recueilli 17% des voix.

A Marseille, où Jean-Claude Gaudin ne se représente pas, sa dauphine LR Martine Vassal est première, mais est talonnée par la liste de la candidate PS-PC-LFI et celle du Rassemblement national.

A Lyon, baronne LREM jusque là tenue par Gérard Collomb, ex ministre d'Etat, c'est la surprise. Un Vert, Grégory Doucet, est dans le fruit avec 28,5% des voix, assez loin devant un Républicain, et plus encore du postulant LREM.

Au Havre, avec 43,9% des voix, le Premier ministre E Philippe, n'a pas réussi à franchir le Rubicon au 1er tour comme en 2014.

A Pau, avec un score de 45,8%, François Bayrou (Modem), ex ministre d'Etat et maire sortant, n'a pas encore pu passer la ligne de démarcation.

A Bordeaux, le maire sortant LR, successeur d'Alain Juppé, Nicolas Florian (34,6%) est au coude à coude avec l'EELV Pierre Hurmic (34,4%). Le candidat LREM suit (12,7%).

A Coulommiers, le ministre de la Culture Franck Riester (58,8%) est réélu.

A Tourcoing (Nord), le ministre Darmanin (60,9%) est réélu.

A Lille, la maire Socialiste Martine Aubry (24,9%) est serrée d'assez près par un Ecologiste (21,9%). Deux autres candidat(e)s, une LREM (15,9%) et un LR (14,8%) suivent à une distance respectable.

A Rennes, la maire socialiste Nathalie Appéré (32,3%) a un peu d'avance sur les écologistes (25,5%).

A Nantes, la candidate Union de la gauche Johanna Roland (31,4%) devance les LR (19,9%), EELV (19,6%) et LREM (13%).

A Dijon, le maire sortant PS François Rebsamen (38,2%) est en pole position devant le Candidat d'Agir pour Dijon (19,9%).

Au Mans, le maire sortant PS Stéphane Le Foll (42,0%) est bien placé pour conclure. Son poursuivant a obtenu 13,2% des voix.

A Strasbourg, Jeanne Barseghian (EELV) est en tête (27,9% ; trois autres candidatures ont recueilli entre 18% et 20%,

A Grenoble, le maire sortant Eric Piolle (EELV-LFI-PCF) frôle la réélection (46,7%) face à l'ex maire DiVD Alain Carignon (19,8%).

A Besançon, la candidate EELV Anne Vignot (31,2%) devance un LR (23,6%) et un LREM (18,9%).

A Troyes, le maire sortant LR François Baroin (66,8%), président de l'Association des Maires de France, est réélu.

A Nice, avec 46,6% des voix, Christian Estrosi (LR) a manqué de peu la réélection, loin devant son concurrent RN (16,7%).

A Toulouse, avec 36,1% des voix, le maire sortant Jean-Luc Moudenc (LR), « soutenu » par LREM devance ses concurrents Ecologiste et Socialiste, crédités respectivement de 27,5% et 18,5% des votes. Vers une alliance EELV + PS au second tour ?

A Cannes, le maire sortant LR David Lisnard (88%) fait un carton presque plein.

A Reims, le maire LR Arnaud Robinet (66,3%) conserve aisément son siège.

A Chalon-sur-Saône, le maire LR Gilles Platret (52,5%) est réélu.

A Ajaccio, le maire sortant DVD Laurent Marcangéli (53,5%) est réélu.

A Perpignan, le député RN Louis Aliot (36%) devance le maire sortant LR Jean-Marc Pujol (18,8%), la candidate EELV-PS (14,8%) et le candidat LREM (14,8%).

A Fréjus, le maire sortant RN David Rachline (50,6%) est réélu.

A Hénin Beaumont (Pas-de-Calais), Steeve Briois (74,2%), maire sortant RN, est plébiscité.

A Hayange (Moselle), Fabien Engelmann (63,1%), maire RN, est réélu.

A Beaucaire (Gard), le maire RN Julien Sanchez (59,1%) est réélu.

A Béziers, Robert Ménart (68,7%), « proche du RN » est réélu.

Grâce à des infos que les médias grand-public se sont abstenus de diffuser, nous pourrions vérifier plus loin que [ce kaléidoscope donne une vision fragmentée, très partielle et peu représentative des résultats d'ensemble dans les villes et les communes de plus 1 000 habitants.](#)

### Les résultats dans chaque ville et commune consultables sur Internet

Sur Internet, d'assez nombreux sites permettent maintenant de consulter les résultats dans chacune des communes de France et dans des villes. Mais, ce 31 mars 2020, je n'ai pas encore trouvé de totalisations aux niveaux des départements ou des régions. Et, du côté du ministère de l'Intérieur, silence radio et télé sur les résultats de l'élection, sur ceux des différentes listes et partis politiques... Aucune vue d'ensemble des votes dans les petites communes, rurales, notamment. Il ne faut surtout pas détourner l'attention des citoyens de la priorité absolue, exclusive, qu'est la guerre déclarée par le Chef des Armées au Coronavirus. Et, les performances de son parti, LREM, pourraient faire pâlir ses étoiles à un mauvais moment.

### Une participation en fort recul par rapport à 2014, très faible dans les grandes villes

Au 1er tour des municipales de 2014, la participation avait atteint 63,55%. En 2020, elle a été inférieure de près de 30%. Elle a été la plus faible dans les grandes villes, et la plus élevée dans les communes peu peuplées, comme le montrent les données publiées par la Gazette des communes le 16 mars (3). Son taux s'est étagé de 64,4% dans les communes de moins de 500 habitants et 55,7% dans celles de 500 à 1 000 h à plus ou moins 37% dans celles de plus de 20 000 h. La source de ces infos est le ministère de l'Intérieur. Pourquoi les mettre sous le boisseau ? Par rapport au 1er tour des municipales de

2014, un recul de - 31% à - 33% est enregistré pour les communes de plus de 3 500 h. Il est bien moindre dans celles de moins de 500 h, - 17%, et dans celles de 500 à 1 000 h, - 24%.

### Confiance confirmée et forte prime aux maires sortants

Dans 30 425 communes, des maires ont été élus dès le premier tour et les conseillers municipaux ont été choisis. Prime aux maires sortants, 21 445 d'entre eux ont été réélus. 8 980 nouveaux maires ont aussi été élus. Le 19 mars, la Gazette des communes (4) a présenté le tableau des effectifs suivant les tranches des populations des communes de ces « 90% des maires candidats réélus » et des nouveaux maires.

Dans le tableau ci-dessous, j'ai regroupé des chiffres figurant dans deux tableaux des articles précités des 16 et 19 mars de la Gazette. D'après ces données : - dans les communes de moins de 3 500 habitants, **27 949** maires ont été élus, dont **19 444** maires réélus (sur 20 911 candidats) et **8 505** nouveaux élus ; - dans les communes de plus de 3 500 habitants, **2 176** maires ont été élus (sur **2 2 416** candidats), dont **1 701** réélus et 475 nouveaux élus ; - dans les grandes villes, les pourcentages d'élus sont beaucoup plus faibles, et il n'y a presque pas de nouveaux élus.

Plus de la moitié des maires réélus dirigent des communes de moins de 500 h. Et plus de 90% des maires réélus (19 444) sont à la tête de communes de moins de 3 500 h. Nous ne connaissons pas la répartition de ces 19 444 maires et de leurs conseillers selon leurs « nuances » (couleurs) politiques, puisque sous ce seuil de 3 500 habitants, les préfets n'en ont pas attribué aux candidats et aux listes... conformément aux souhaits de ces élus, semble-t-il.

Tableau Participation et maires élus au premier tour selon les populations des communes

<u>Participation en %</u>	<u>Population des communes</u>	<u>Maires candidats</u>	<u>Maires réélus</u>	<u>Nouveaux élus</u>	<u>Second tour nécessaire</u>
64,4	Moins de 500 h	12 238	11 472	4 338	2 488
55,7	500 h - 1 000 h	4 241	3 857	1 917	878
47,9	1 000 h - 3 500 h	4 432	4 115	2 250	420
44,5	3 500 h - 10 000 h	1 581	1 237	404	505
40,8	10 000 h -20 000 h	435	260	46	232
38,2	20 000 h -50 000 h	288	162	21	164
37,2	50 000 h - 100 000 h	80	36	4	62
36,4	Plus de 100 000 h	32	6	0	48
<b>44,6%</b>	<b>Total</b>	<b>23 377</b>	<b>21 448</b>	<b>8 980</b>	<b>4 797</b>

La Gazette des communes - Source : Ministère de l'Intérieur

### Apparemment pas de crise criante de vocations des maires

Finalement, la proportion des maires sortants qui ne se sont pas représentés apparaît bien inférieure à ce que les sondages annonçaient. Et les postulants sont beaucoup plus nombreux que les postes à pourvoir. Il n'y aurait donc, semble-t-il, pas de « crise des vocations des maires ». Malgré les difficultés de s'imposer pour les candidats non maires, presque 9 000 « nouveaux » ont gagné leur écharpe. A ce premier tour, le renouvellement n'est donc pas négligeable... surtout dans les communes de moins de 3 500 habitants.

### Un second tour pour 16,3 millions d'électeurs dans 4 800 communes

Sur les 46,310 millions d'inscrits, 16,3 Mi seront invités à voter au second tour dans 4 800 communes. Plus de la moitié de celles-ci ont moins de 500 h. Et 71% ont moins de 3 500 habitants. On n'en parlera sans doute que du bout des lèvres. L'attention politique et médiatique sera probablement encore concentrée sur quelques dizaines des 48 villes de plus de 100 000 h et des 62 villes de 50 000 à 100 000 h où les compétitions ne sont pas achevées.

### « Municipales 2020 : l'ancien monde revient en force »

C'est le titre de l'article de laGazette.fr du 19 mars. Chiffres à l'appui, il met en évidence une « revanche » des élus locaux LR et PS ou, plus exactement, des élus de droite d'un côté et des élus de gauche de l'autre, car dans chaque camp (ou famille ?) des nuances et des identités « diverses » et variées ne manquent pas.

La Gazette a fait le tour des maires élus dans les villes de plus 3 500 habitants et classé les 19 partis, ou nuances politiques (attribuées par les préfets), en fonction du nombre de leurs maires élus. Les nombres des maires réélus et des nouveaux élus sont fournis pour chacun des 8 premiers. Leur total est de 2 062.

Quelques mots sur des derniers du classement d'abord

Dans ces communes, le nombre de maires élus étant 2 176 (cf. ci-dessus), 114 maires élus sont des « nuances » des 11 « derniers » du classement. Les voici dans l'ordre : **UDI, Union de la droite, LREM, RN, Union du centre, Régionalistes, Divers écologistes, Radicaux de gauche, Extrême droite, Modem, EELV.**



La faible implantation locale de la plupart de ces partis et nuances, ainsi que les quantités limitées de listes qu'ils ont pu constituer, expliquent en grande partie ces maigres résultats.

Les écologistes n'ont pas fait le carton attendu dès le premier tour. Peut-être se rattraperont-ils un peu au second, surtout s'ils s'unissent à d'autres nuances, de gauche, en particulier. Nous avons vu dans l'encadré ci-dessus qu'ils sont bien placés à Lyon, à Grenoble, à Besançon et à Strasbourg.

Le Rassemblement national a concentré ses efforts sur moins de communes qu'en 2014. Ses maires sortants sont reconduits à Fréjus, à Hémin-Beaumont, à Hayange, à Beaucaire et à Villers-Cotterêts. A Perpignan, il est en position favorable... s'il ne se heurte pas à un « front anti-RN ».

Le parti présidentiel LREM « manque son enracinement » observe la Gazette. Seulement 2 de ses ministres, maires sortants, ont été élus, à Tourcoing et à Coulommiers. 3 autres ont été élus conseillers municipaux, à Mont-de-Marsan, à Vernon et à Marchenoir. Edouard Philippe n'a pas encore été élu au Havre. De plus, à Paris, les chances de succès de l'ex ministre Agnès Buzyn semblent épuisées. A Lyon, le successeur désigné de Gérard Collomb a obtenu 14,9% des voix. A Marseille, le candidat du parti n'en a recueilli que 7,6%. Pas de gros trophée à l'horizon en lot de consolation, donc. Par contre, LREM va perdre Besançon. Associé au Modem et à l'UDI, le parti ne fait que 12,4% à Perpignan. Seul, il obtient moins de 10% des votes dans plusieurs villes grandes et moyennes. Il connaît aussi des rejets locaux, comme à Troyes ou à Reims avec, respectivement, 5,5% et 3,3% des suffrages.

#### La droite et la gauche se redressent

Les 8 nuances classées en tête sont, dans l'ordre et avec leurs nombre de maires élus : **Divers droite 782, Divers gauche 436, Divers centre 274, Divers 272, LR 102, Union de la gauche 55, Socialiste 48, Communiste 33.**

**Ensemble, les nuances de droite DVD et LR ont 884 maires élus, dont 687 sortants réélus et 197 nouveaux. Avec un peu plus de 40% des maires élus, la droite apparaît ici la première gagnante de ce premier tour.**

Parmi les heureux élus, figurent les maires sortants de Cannes, Reims, Chalon-sur-Saône et Ajaccio. Christian Estrosi sera probablement réélu à Nice. Les choses sont plus compliquées à Marseille, à Toulouse et à Bordeaux.

La Gazette se plaît à souligner les « *bons scores de Baroin et de ses proches* ». A Troyes, le président de l'AMF a réalisé son meilleur score, 66,8%. « Etoile montante de la droite locale, le président du comité des maires LR, Gil Avevous, a été reconduit dans un fauteuil à Châteauroux (Indre) avec 70% des suffrages ». A Saint-Etienne, le maire sortant Gael Perdrioux (47% des voix), autre proche de Baroin, a toutes les chances d'être réélu.

**Ensemble, les nuances de gauche DVG, Union de la gauche, Socialiste et Communistes ont 632 maires élus, dont 486 sortants réélus et 146 nouveaux. Mais, la plupart de leurs « têtes d'affiche » sont en ballotage favorable (voir l'encadré) : Anne Hidalgo à Paris, Martine Aubry à Lille, François Rebsamen à Dijon, Stéphane Le Foll au Mans, Johanna Roland à Nantes et Nathalie Appéré à Rennes. Avec la concrétisation de ces avances, les nuances de gauche peuvent aussi espérer d'autres succès à l'aide d'alliances au second tour.**

Le quart des sièges restants a été partagé à parts presque égales par **les Divers centre et les Divers... dont, sans infos complémentaires, il est difficile de connaître précisément les orientations politiques.**

#### Le rôle des alliances souligné

Dans une Infographie datée du 27 mars, La-Croix.com a présenté une analyse des résultats parti par parti (5). En complément des infos précédentes, j'en ai retenu ici essentiellement le rôle important joué par les alliances pour la majorité présidentielle et pour Les Républicains. Sur la soixantaine de villes de plus de 5 000 habitants où des têtes de listes du centre ont été victorieuses, 40% l'ont été en alliance avec la gauche et surtout avec la droite de l'ancien monde.

LR a préservé de nombreux fiefs, dont une quarantaine dans des villes comptant plus de 20 000 inscrits, notamment dans les Alpes-Maritimes et l'Île-de-France. Mais, plus du tiers des villes avec plus de 10 000 inscrits ont été conservées en alliance avec LREM, Le Modem et/ou l'UDI.

De son côté, le PS a préféré des alliances avec d'autres partis de gauche et a « prouvé » sa capacité de résistance à l'échelon local. Le PCF aussi.

**Une vue d'ensemble sur les communes de plus de 1 000 habitants par nuances politiques**

**Le 20 mars, La-Croix.com a publié le « Résultats par famille politique des élections municipales 2020 » (6). Plus précisément, il s'agit des résultats cumulés des 9 940 communes de plus de 1 000 habitants (sur les 34 968 communes), où des scrutins de listes ont eu lieu, hors Polynésie française. Ils ont été calculés par La-Croix.com à partir d'informations provenant de la plateforme ouverte des données publiques et du ministère de l'Intérieur.**

**Les auteurs insistent sur la prudence qui doit présider à leur interprétation, notamment parce que : - le « score » total d'une « nuance » dépend fortement du nombre de listes présentées (et de son implantation territoriale) ; - les préfets, qui ont attribué les nuances aux listes, n'ont pu éviter des bavures car ils n'ont pas toujours tenu compte des investitures des partis politiques.**

**D'après les calculs, dans les 9 940 communes de plus de 1 000 habitants, 15,736 millions de suffrages ont été exprimés en faveur de 22 nuances « identifiées ». Pour 4,088 Mi de ces suffrages, soit 25,98% du total, les nuances n'ont pas été communiquées. Ce chiffre peut sans doute être mis en relation avec le nombre important, 4 600, de communes de 1 000 à 3 500 habitants, dont on sait que les édiles n'aiment pas afficher leurs couleurs politiques.**

**Parmi les 22 nuances communiquées, les 10 classées en tête totalisent 66,45% des votes. Leur ordre est proche de celui qui précède pour les maires élus. Les « Divers » y sont en tête et en force. Ce classement avec les scores en % des suffrages exprimés est : Divers droite 17,28%, Divers gauche 15,10%, Divers centre 8,45%, Divers 7,06%, Union de la gauche 5,13%, LR 4,66%, EELV 2,37%, RN 2,31%, Union de la droite 2,26%, Socialiste 1,83%.**

**Les 12 autres nuances se partagent 7,57% des suffrages, avec : 1,66% pour LREM et autant pour l'Union du Centre, 1,06% pour le PCF, 0,87% pour l'Autre liste écologiste, 0,61% pour l'UDI, 0,49% pour l'Extrême gauche, 0,43% pour LFI ainsi que pour les Régionalistes... et nettement moins pour les Divers d'extrême droite, le Modem, Debout la France, le Parti radical de gauche et les Gilets jaunes.**

Si on regroupe les nuances en grandes familles politiques, le tableau est le suivant :

Droite (DVD, LR, Union de la droite et DLF) : 24,24% des suffrages.

Gauche (DVG, Union de la gauche, PS, Radicaux de gauche, PCF et LFI) : 23,57%.

Écologistes (EELV et Autres listes écologistes) : 3,24%.

Centre (DVC, Union du centre, LREM, Modem et UDI) : 12,51%.

Nuances diverses (Divers, Régionalistes et Gilets jaunes) : 7,51%

Extrême droite (RN et Extrême droite) : 2,48%.

Extrême gauche : 0,49%.

Nuances non communiquées : 25,98%.

Quasiment à égalité, les nuances de gauche et de droite tiennent encore le haut du pavé, recueillant ensemble près de 48% des suffrages... ou 64,6% des suffrages recueillis par les nuances « communiquées ». Au premier tour du scrutin de listes des municipales de 2014, la droite avait recueilli 43,1% des suffrages et la gauche, 37%.

Le RN, plus sélectif dans le choix des localités où présenter des listes a un score inférieur aux 4,8% du FN en 2014.

Au centre, le modeste score des 3 partis traditionnels du Modem, UDI et Union du centre, baisse un peu, LREM ajoute 1,66% au score de la famille, et le principal changement vient de l'apparition de la nuance Divers centre dans les décomptes, avec 8,45% des suffrages exprimés.

En raison des fortes proportions des « Divers » et des « Nuances non communiquées, ainsi que des doutes quant aux attributions des nuances, un certain flou imprègne les résultats et en complique l'interprétation. Un dépouillement plus précis « homologué » permettra sûrement de lever des incertitudes et d'apporter des clarifications. En attendant que le ministre de l'Intérieur se décide à livrer les résultats complets, le travail effectué par La-Croix.com nous fournit une première image d'ensemble des résultats des scrutins de liste très précieuse, sans laquelle parler des résultats des municipales n'a pas grand sens.

#### Sources et références :

(1) 46,31 millions d'électeurs inscrits sur les listes pour voter aux municipales [Courrier des maires   
courrierdesmaires.fr/86293/4631-millions-delecteurs...](https://www.courrierdesmaires.fr/86293/4631-millions-delecteurs...) le 28/02/2020

(2) Municipales : Paris, Lyon, Marseille... Les résultats du premier tour dans les principaux points chauds [lefigaro.   
fr/elections/municipales/municipales-les-resultats...](https://www.lefigaro.fr/elections/municipales/municipales-les-resultats...) le 16/03/2020

(3) 30 000 maires élus dès le premier tour [lagazettedescommunes.com/668506/abstention-elu...](https://www.lagazettedescommunes.com/668506/abstention-elu...) le 16/03/2020

(4) Municipales 2020 : l'ancien monde revient en force [lagazettedescommunes.com/669281/municipales-2020...](https://www.lagazettedescommunes.com/669281/municipales-2020...) le 19 et le 20/03/2020

(5) Infographie Les cartes des résultats, parti par parti, des élections municipales 2020 [la-croix.com/France/Politique/INFOGRAPHIE-Cartes...](https://www.la-croix.com/France/Politique/INFOGRAPHIE-Cartes...) le 27/03/2020

(6) Résultat par famille politique des élections municipales 2020 [la-croix.com/France/Politique/INFOGRAPHIE-resultats...](https://www.la-croix.com/France/Politique/INFOGRAPHIE-resultats...) le 20/03/2020

# BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN POUR L'ANNÉE 2020



Nom et prénom.....

Adress.....

Code postal.....

Ville.....

Téléphone fixe.....

Téléphone portable.....

Courriel.....

Cotisations : ----- x 35 € (plus de 25 ans) / ----- x 16 € (moins de  
25 ans) / ----- x 39 € (couple) /

À partir de ----- x 75 € (membre bienfaiteur)

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à:  
Académie du Gaullisme, Madame Christine ALFARGE  
12, Rue Rabelais 86130 JAUNAY-MARIGNY